

Youssef El-Khalil

Président de la Association d'Aide au Développement Rural (ADR)

“Charité et Raison génèrent Justice et Efficacité économique”

Je tiens à remercier tout d’abord les organisateurs de cet événement pour l’expérience spirituelle et intellectuelle qui m’a été permise en lisant la lettre du Pontife Suprême « Caritas in Veritate ».

Cela m’a permis de découvrir un Christianisme humain, profond et ouvert, ainsi que de comprendre sa vision de la Vérité assurant dans l’identification des problèmes contemporains en vue de les résoudre.

Cette lecture a constitué un appel très attachant au modeste économiste de développement que je suis dans la mesure où j’y ai perçu l’approche rationnelle –tout en étant humaine- des problèmes de la mondialisation et de la pauvreté tout en passant par ceux de la démographie et de l’environnement.

En outre, l’importance de cette expérience découle du fait qu’elle m’a poussé à puiser dans le Coran et d’autres lectures islamiques afin de me présenter à ce colloque. Chose que j’ai faite non pas pour essayer de prouver la supériorité d’une religion sur une autre mais dans l’objectif de rencontrer l’esprit humain de la lettre Encyclique.

Dans la Lettre Encyclique, telle que je l’ai comprise, on ne pourrait saisir la question du développement humain et on ne pourrait l’appliquer sans accepter les deux principes de l’amour de la vérité et la charité. Car pour établir la paix et pour faire régner la justice, il nous faut souscrire au projet divin tel qu’il est incarné dans la personne du Christ. Sans la vérité (le projet), sans la raison associée au verbe (le logos), nos actes basculent dans le sentimentalisme et n’ont plus de portée universelle, ils ne sont plus intelligibles par tous. Si on souscrit uniquement à un élan du cœur, notre acte est arbitraire. Il faut souscrire à la vérité absolue qui associe cœur et raison. Dans la conjonction de l’amour et de la vérité, on réalise le projet Divin devenant de fait « créateur » apte à pardonner autrui, à se donner aux autres sans contrepartie. L’élan de la charité recouvre ainsi bien plus que l’observation de la justice civile limitée à une

société particulière. On devient là soucieux de l'Humanité quelle que soit son appartenance spatio-temporelle.

Il serait intéressant à ce stade de s'interroger sur l'Islam, pour ce qui relève des concepts de justice, de paix et de charité. Comment l'Islam conçoit-il sa politique d'aide aux pauvres ? Par quelles institutions ? En accord ou parallèlement aux autorités politiques ? Conçoit-il une aide aux non musulmans ? Quelle part donne-t-il au cœur, à la raison, à l'éducation, au savoir ? Quelle est sa position vis-à-vis du profit, des droits des travailleurs et des disparités sociales ?

Le concept de justice est un concept clé, essentiel dans l'Islam. La justice est une qualité du Dieu Suprême. Un des noms-qualités d'Allah est : le Juste. La justesse de la balance entre le bien et le mal pour le musulman, et son devoir en un témoignage Juste ne peuvent être dissociés de la théologie musulmane. De ce concept découle le principe fondamental de justice sociale assurant une redistribution de la richesse afin de pourvoir aux besoins sociaux fondamentaux.

La justice sociale, à son tour se fonde sur trois principes qui sont: le principe de la libération spirituelle absolue (libération de l'assujettissement et de l'humiliation pour satisfaire ses besoins), le principe d'égalité absolue dans les droits, et le principe de solidarité sociale. La redistribution de ce point de vue agit sur les dimensions spirituelle, éthique et pratique (ce qu'on appellerait de nos jours, fiscale) dans la gestion de la richesse.

L'aide sociale dans l'Islam est financée essentiellement par la « Zakat », imposée sur le revenu de tout Musulman. Frauder la Zakat est un grand sacrilège car ce devoir constitue le quatrième des cinq piliers de l'Islam venant après la prière et le jeun et précédant celui du pèlerinage à la Mecque. En ce sens, la Zakat n'est guère une aumône mais un devoir que le Musulman doit remplir. En delà de la Zakat, les croyants sont encouragés à engager des dépenses charitables qui peuvent être augmentées pour certaines confessions (dont le chiïsme) d'impositions additionnelles équivalentes au cinquième du revenu net.

L'organisation de cette aide devient nécessaire car les sommes sont colossales, nécessitant l'organisation pratique de la redistribution. En effet, la dimension fiscale de l'aide est illustrée dans plusieurs Sourates qui organisent ces dépenses sociales en spécifiant les groupes cibles et en allouant même des salaires pour les agents distributeurs de l'aide.

Les Sourates peuvent être aussi spécifiques quand elles définissent les groupes pouvant bénéficier de l'aide selon leurs conditions économiques et sociales, allant des plus démunis jusqu'aux endettés. Pour ces huit groupes ciblés, l'aide est acquise conformément au droit et non à un acte charitable. Les receveurs d'aide sont aussi définis selon leur relation avec le donateur (pour la charité) allant du plus proche jusqu'au simple passant que l'on voit. Ce dernier pourrait être aujourd'hui un parfait étranger dont on découvre la situation nécessitante par le biais des médias ou des

réseaux d'information disponibles. Une lecture moderniste serait nécessaire ici- et dans d'autres domaines de l'analyse islamique, pour étendre le champ d'action de la charité au delà du domaine géographique local.

Le Hadith du Prophète définit, de surcroît, les besoins essentiels devant être satisfaites aux groupes cibles et qui sont la nourriture, l'habillement et le logement, besoins qui trouvent écho dans le jargon développemental d'aujourd'hui sous le titre de « Meeting Basic Needs Policy » qui a orienté la politique des organisations internationales pendant plus de deux décennies. Cette approche est présentée de même dans la Lettre Encyclique qui souligne que combattre la faim est une condition inéluctable pour établir la paix et la justice.

Dans une même utilisation de la terminologie développementale moderne, l'Islam s'adresse au « capital humain » en soulignant essentiellement l'importance de l'éducation, de la santé, et de l'hygiène.

L'éducation est au centre de l'Islam. La première Sourate révélée dans l'Islam commence par l'ordre: « Lis » que le Bon Dieu donne à son prophète analphabète. Cet ordre est répété à plusieurs reprises dans les différentes *Ayates* (versets) de cette Sourate reconnue comme l'une des plus belles du Coran. L'éducation, par ce fait était obligatoire dans l'Islam naissant.

Quant au travail, celui-ci est reconnu comme un droit et un devoir à la fois pour que l'individu se réalise et progresse et afin que la société ne souffre pas des problèmes de pauvreté, de mendicité et de vol. En même temps, l'Islam impose une limite à l'exploitation dans le domaine du travail en reconnaissant les capacités différentes de chacun. Ainsi dès les premiers jours de l'Etat musulman, on avait assigné le rôle de « contrôleur-juge » à un homme de confiance qui avait comme tâche d'observer la marche du travail pour s'assurer que les individus et même les bestioles ne soient point surexploités.

De même, l'Islam reconnaît le droit à la propriété privée. Ceci est clair dans plusieurs sourates. En effet, une raison des raisons principales des discordes entre Nasser et les Frères musulmans était l'ampleur des nationalisations que voulait appliquer le président égyptien et que les Frères musulmans trouvaient trop sévère et en rupture avec l'esprit du Coran. La propriété privée dans l'Islam peut couvrir les biens personnels ainsi que les biens productifs mais ne peut englober les ressources naturelles comme l'eau, le feu (l'énergie dans le contexte contemporain) qui doivent appartenir à la communauté tout comme les revenus de la *Zakat*.

Si l'Islam accepte le droit au profit, il s'oppose à toute dépense démesurée, car l'inégalité sociale accrue qui se manifeste dans une consommation effrénée est mal perçue.

L'Islam saisit les bases théologiques essentielles lui permettant d'être conforme aux idées de développement, d'aide et de charité telles qu'elles sont présentées dans la

Lettre encyclique. Cependant, le problème avec les approches religieuses réside dans les interprétations. Une version actuelle de l'islam dite intégriste défend des positions régressives en ce qui concerne l'éducation et les programmes enseignés. Ainsi, les femmes par cette vision de l'islam sont exclues du développement alors que cette religion avait réellement modifié leur statut en leur reconnaissant des droits souvent déniés dans le passé. Rappelons qu'aux premiers jours de l'émergence de l'islam, les femmes occupaient des fonctions, elles étaient actives, Khadija, la première épouse du prophète, grande commerçante, nous offre un exemple éloquent. Elles participaient aux guerres et certaines étaient des autorités littéraires éminentes (Soukaina pour la poésie). Dans ce domaine, une lecture ouverte contemporaine du Coran devrait souligner le fait que l'Islam a doté la femme de son époque de droits qu'elle n'avait pas. Il a, par exemple interdit l'infanticide féminin, octroyé un droit d'héritage et exigé son approbation pour les contrats de mariage. C'était donc un mouvement révolutionnaire auquel on ne devrait pas résister en s'appuyant sur des prétextes intégristes. Il s'agit d'en saisir toute la portée dynamique et de renouveler son élan afin d'éclairer le monde musulman contemporain. Par ailleurs, le texte fait appel à notre générosité vis-à-vis de tous ceux qui sont dans le besoin et ceux-là ne sont pas forcément musulmans. Il n'est alors pas question de faire profiter exclusivement ceux qui nous ressemblent en religion tel que le prétend ce mouvement dit intégriste.

Les lectures différentes de la religion peuvent être utilisées dans des contextes politiques et économiques. N'oublions pas que durant la guerre froide, le courant intégriste musulman était financé et fortement soutenu par les gouvernements occidentaux pour contrer les courants gauchistes.

Une autre approche dangereuse consiste à se prétendre supérieur aux autres. Ce qui provoque des vagues de réactions qui accentuent la séparation entraînant souvent des heurts et des clivages violents.

Le mur qui se construit depuis si longtemps entre l'orient et l'occident illustre ce climat où des éléments de chaque côté déclarent vouloir protéger leur camp contre cet Autre prétendu élément de danger sécuritaire voire culturel ou cet Autre perçu comme envahisseur. Un côté, considéré « supérieur », doté d'un pouvoir économique et technologique, associé implicitement à son identité religieuse, se positionne contre l'Autre qui se considère telle une victime et qui s'arme du droit divin prétendument accordé par sa religion. Le mur se renforce à force de préjugés de part et d'autre. Ainsi, l'on voit en Occident, une poussée xénophobe déguisée ou non, instiguée par les hommes politiques avant les échéances électorales alimentant systématiquement la peur l'Autre. Alors qu'en Orient, et toujours pour des raisons politiques, on se permet des pratiques despotiques au nom du combat contre « l'arrogance occidentale ». Ainsi, des enjeux politiques et économiques creusent ce hiatus depuis des siècles.

Ce contexte est, bien sur, en forte contradiction avec la Lettre pour qui une supériorité technologique n'est pas le signe d'une supériorité culturelle qui stipule qu'à travers la conjonction de l'amour et de la vérité, on réalise le projet Divin. La charité, pour la Lettre, recouvre bien plus que l'observation de la justice civile limitée à

une société particulière. On est là soucieux de l'Humanité quelle que soit son appartenance spatio-temporelle, et ceci, dans le respect des valeurs éthiques.

Les termes de « respect de l'autre », de « confiance en soi » et de perception de la différence entrent de plus en plus dans la théorie et l'analyse économique contemporaine. L'expérience gérée en 2003 par la Banque mondiale, en Inde, reste très suggestive dans ce contexte. Dans ce continent caractérisé par des sévères clivages entre castes, des enfants d'origine différente sont repartis en groupes afin de performer des jeux et des tests. Cette expérience se déroule en deux temps. D'abord, les enfants ne savent pas à quelles castes appartiennent les autres, ensuite, ils en prennent connaissance. Les résultats sont ahurissants. Au premier temps, les performances sont similaires pour les différents groupes alors qu'au deuxième, elles sont meilleures pour les castes considérées comme supérieures et mauvaises pour les autres dites inférieures, malheureusement et vraisemblablement conditionnées à l'échec.

Ce qui tient pour un groupe de jeunes peut aussi tenir pour les nations. Les priori qui alimentent les relations entre donateurs (supérieurs) et destinataires (inférieurs) qui sont renforcés par des rapports historiques et économiques ont souvent pour conséquence que l'aide octroyée aux pays pauvres devient un obstacle à leur développement.

L'exemple africain est très révélateur dans ce contexte. Pendant des décennies, voir des siècles, le colonialisme a puisé dans les ressources du continent noir. Ressources minérales certes, mais aussi ressources humaines à travers l'esclavage qui a privé l'Afrique du meilleur de son capital humain et de l'opportunité à accumuler et à se développer. À travers le colonialisme de même, l'Afrique n'a pas été autorisée à développer son auto-gouvernance ou à développer ces propres institutions. Les frontières entre États étaient dessinées arbitrairement. Les réseaux commerciaux étaient architecturés par les mêmes colonisateurs pour puiser dans la richesse africaine à travers des termes d'échange inégal au niveau du commerce international. Le drainage des ressources africaines s'effectue aussi par la vente d'armes à ces pays et le malheur s'est prolongé par le soutien des anciennes forces colonisatrices à des régimes qui n'ont pas aidé à la prospérité économique de l'Afrique. Les rapports culturels eux-mêmes financés par les États dominants visent des objectifs stratégiques et économiques et engouffrent souvent l'élite africaine dans le même système de dépendance. L'aide internationale octroyée au continent, d'un autre côté, bien que souvent bien intentionnée, ne règle pas le problème mais l'amplifie souvent en conditionnant le continent à un système de dépendance et d'accoutumance néfaste. L'aide humanitaire contenue et insuffisante a un aspect humiliateur pour l'Afrique et pousse certains régimes africains à convoiter les désastres humains pour assurer les rentes nécessaires à la survie de leur régime. Même pour les gouvernements non corrompus, l'aide internationale non dépensée sur des projets productifs alimente l'inflation et peut réduire l'efficacité des institutions. Est-ce par hasard qu'un pays comme le Botswana qui historiquement a été moins exposé à l'aide internationale est un pays qui manifeste de meilleurs résultats économiques et structurels dans son continent ? Une « vraie » aide « éthique » et juste qu'attend toujours l'Afrique est celle qui lui fournira les moyens de consolider ses propres capacités économiques. Cette aide ne requiert pas

nécessairement des injections de fonds mais, parfois, des changements dans les termes d'échanges commerciaux. Il est de plus en plus accepté et demandé par diverses organisations non gouvernementales que l'abandon de la protection des produits agricoles par les pays riches aura des répercussions économiques sur les pays pauvres, surtout en Afrique, dépassant de loin la valeur économique de l'aide présentement octroyée. Ceci constituerait cependant un manque à gagner aux 4% de la force active des pays riches qui travaille dans l'agriculture au bénéfice de plus de 60% de la force de travail des pays africains... d'où l'impossibilité de le réaliser!

Les propos de la Lettre Encyclique sur les sujets de migration, de changements démographiques, de crises financières, sont d'un grand réalisme. La logique à partir de laquelle est proposée la problématique et sont déduits les solutions proposées assimilant justice, éthique et économie, constitue une voix vibrante dans la nouvelle phase que nous vivons et résonne bien avec les efforts qui sont fournies par maintes économistes et politologues contemporains comme Sen (capacités et développement), Dasgupta (santé et productivité), Roemer (égalité d'opportunités), Dany Rodrik (gouvernements, salaires et démocratie), Stiglitz (organisations internationales et développement), Paul Krugman, etc. Pour plus de trois décennies, le courant politique et économique dominant a négligé les questions d'éthique et de justice au profit d'un concept erroné d'efficacité et de rationalité supposées des acteurs économiques qui, malheureusement, s'est révélé désastreuse comme l'a prouvé la crise financière économique récente et non soutenable du point de vue écologique. Un exemple poignant de ce point de vue reste celui des îles maldives qui pendant des années accueillait des touristes des pays riches, surtout voisins. Ces îles, du fait de l'effet de serre causée par la pollution produite par les activités des États économiquement développés, vont être submergées dans presque deux décennies comme pour quarante pourcent du territoire du Bangladesh et d'autres régions du monde. Les responsables aux Maldives ont cru bien agir en constituant un fond financé par leurs recettes touristique afin de pouvoir acheter des terrains dans les espaces déserts des pays voisins, mais cette démarche est refusée par les pays des mêmes touristes qui pendant de longues années vantaient l'hospitalité du peuple des Maldives. Les concepts révélateurs de la Lettre encyclique permettent une représentation logique et morale, rationnelle et spirituelle des problèmes associés au développement. Le concept clef présenté par ce texte reste, selon moi, le jumelage entre justice et efficacité économique. On peut facilement soutenir d'un point de vue économique que justice et efficacité économique vont de pair. En effet, une des hypothèses essentielles du libre marché (perfect market), est que les acteurs économiques rivalisent sur des termes égaux. Ainsi, préjugés, barrières, discrimination, obstacles contre l'octroi de crédits, l'accès à l'information et la technologie doivent être exclus pour que concurrence ait lieu et que les ressources économiques soient employées à bon endroit. On peut être considéré égaux sur le plan juridique sans pour autant être libre de ses choix, la pauvreté et le manque de capacité économique emprisonne l'être humain dans des situations abjectes. Pourvoir les vulnérables de moyens économiques est de plus en plus perçue comme étant la voie fondamentale du développement.

Permettez-moi à ce stade de la présentation de parler d'une expérience de développement que je vis au Liban. L'Association d'Aide au Développement Rural,

ADR, agit dans le milieu libanais fragmenté où les murs de peur et de méfiance contre l'Autre sont édifiés à travers le temps et où l'entraide s'effectue surtout à un niveau confessionnel. Les ONG locales s'occupent surtout d'aide humanitaire, ceci étant du, probablement, à l'histoire sanglante du pays et au profil de l'aide étrangère au pays pendant près de trois décennies, dans un milieu de concentration de richesse accrue, de déséquilibre régional, et de rôle gouvernemental souvent néfaste, corrompu, et encourageant le schisme confessionnel. L'ADR est née en 1998 au sud du pays, dans un contexte où les associations locales opèrent généralement sur une base confessionnelle. Voulant clairement agir dans les milieux les plus marginalisés, l'Association a ciblé dès le début les pêcheurs, les réfugiés palestiniens et les fermiers de toutes confessions. Bien que le profil de l'ADR ne puisse pas, dans le contexte libanais, la définir comme appartenant à la confession chrétienne, ses premiers projets ont essentiellement ciblé les habitants du quartier chrétien de la ville. Aussi, les outils d'intervention sont essentiellement économiques dans la mesure où ils octroient aux bénéficiaires l'accès au crédit, la formation technique ainsi que la formation aux services agricoles. Récemment, l'ADR a pu sortir de son milieu géographique essentiellement chiite pour opérer dans des régions typiquement maronites dans le centre et le nord du pays. L'expérience ne se serait pas étendue aussi vite si elle ne s'était pas concentrée sur l'augmentation des capacités économiques des marginalisés et si elle n'avait pas compté sur les îles d'efficacité dispersés dans le pays à travers une interaction des acteurs d'un côté et de l'autre du mur « libanais » -Eglise Grecque- Catholique, Universités, secteur financier libanais etc. et à travers l'interaction avec les partenaires au-delà du mur occidental dont surtout la « Fundación Promoción Social de la Cultura », organisatrice de cet événement.

L'expérience de l'ADR a été et est actuellement vécue à travers d'autres expériences dans d'autres pays souffrant d'une fragmentation ethnique ou confessionnelle. La mise en place de telles expériences dans ce terrain miné du clivage mondial, n'est malheureusement pas évidente. La tâche semble être plus compliquée au Proche-Orient que dans d'autres régions et le clivage -d'apparence religieuse- semble se creuser continuellement. Les responsabilités des acteurs qui refusent ce clivage sont énormes et semblent durs à entreprendre. Des efforts contenus doivent être engagés pour exclure l'Eglise et la religion de l'aspect arrogant ou partisan que veulent lui donner certains politiciens en essayant de se présenter comme défenseurs de la culture contre l'invasion barbare ou, plus grave encore, pour engager leurs armées dans des guerres au-delà de leurs frontières. Les responsabilités de l'autre côté du mur ne sont pas pour autant moins exigées dans un contexte où l'intégrisme gagne du terrain face à un despotisme gouvernemental vieillissant et une alimentation continue de sentiments de frustration face aux injustices et d'humiliation causés par les répressions locales, les occupations de territoire ou les invasions militaires. Malgré ce contexte, les forces refusant ce contexte devraient œuvrer pour dissocier entre émancipation et intégrisme. Un effort intellectuel, philosophique et théologique courageux doit être prioritaire pour souligner l'aspect humain, libérateur et compassionnel de l'Islam en se basant sur l'interprétation moderne et en dénonçant une lecture figée du texte qui participe aux malheurs du monde arabe comme elle l'a fait pour le monde chrétien dans le passé.

Il est primordial que les partis concernés œuvrent à regarder en « dehors de la boîte », afin de créer des brèches dans le Mur dans l'objectif de se libérer des jougs moyenâgeux dans lequel s'engouffre notre monde. Je trouve que la Lettre Encyclique est un excellent commencement pour une tâche laborieuse et risquée mais si nécessaire et salutaire.

Youssef El-Khalil

Presidente de la Association d' Aide au Développement Rural (ADR)

“Caridad y razón generan justicia y eficacia económica”

En primer lugar quisiera agradecer a los organizadores de este acto la oportunidad que me han dado, tanto espiritual como intelectual, de leer la carta del Supremo Pontífice “Caritas in Veritate”, pues me ha permitido descubrir un cristianismo humano, profundo y abierto, y comprender su visión de la Verdad, orientada a la resolución de los problemas contemporáneos.

Para un modesto economista del desarrollo como yo, esta lectura ha supuesto una llamada atrayente, en la medida en que he percibido el enfoque racional –al tiempo que humano- de los problemas de la mundialización y de la pobreza, pasando por los de la demografía y del medio ambiente.

Asimismo, la preparación de este acto me ha obligado a indagar en el Corán y en otras fuentes islámicas. Lo que he hecho, no para tratar de probar la superioridad de una religión sobre otra, sino con el objetivo de encontrar el espíritu humano de la Encíclica.

En la carta encíclica, tal y como lo he entendido, no se podría abordar la cuestión del desarrollo humano, ni su puesta en práctica, sin aceptar el principio del amor a la Verdad y a la caridad, porque para establecer la paz y para hacer reinar la justicia, hay que suscribir el proyecto divino tal y como está incardinado en la persona de Cristo. Sin la Verdad (el proyecto), sin la razón asociada al Verbo (el logos), nuestros actos caen en el sentimentalismo y ya no tienen alcance universal, no son inteligibles por todos. Si se acepta únicamente como un impulso del corazón, nuestro acto es arbitrario. Hay que adherirse a la Verdad absoluta, que asocia corazón y razón.

En la conjunción del amor y de la Verdad, se realiza el proyecto divino, convirtiéndose en un hecho “creador”, apto para perdonar al prójimo, a entregarse a los demás sin contrapartida. El impulso de la caridad engloba bastante más que la observación de la justicia civil limitada a una sociedad particular. Nos convertimos en atentos a la Humanidad, cualquiera que sea su pertenencia espacio-temporal.

Sería interesante en este punto preguntarse sobre el islam, en lo referente a los conceptos de justicia, de paz y de caridad. ¿Cómo concibe el islam su política de ayuda a los pobres?, ¿por medio de qué instituciones?, ¿de acuerdo o en paralelo a las autoridades políticas?, ¿concibe una ayuda a los no musulmanes?, ¿qué lugar concede al corazón, a la razón, a la educación, al saber?, ¿cuál es su postura ante el lucro, los derechos de los trabajadores y las disparidades sociales?

El concepto de justicia es un concepto clave, esencial en el islam. La justicia es una cualidad del Dios Todopoderoso. Uno de los nombres calificativos de Allah es “el Justo”. Para un musulmán, la exactitud de la balanza entre el bien y el mal y su deber de dar un testimonio justo, no pueden dissociarse de la teología musulmana. De este concepto se desprende el principio fundamental de justicia social, que asegura una redistribución de la riqueza con el fin de proveer de las necesidades sociales fundamentales.

La justicia social, a su vez, se funda sobre tres principios que son: el principio de la liberación espiritual absoluta (liberación de la sujeción y de la humillación para satisfacer sus necesidades), el principio de igualdad absoluta en los derechos y el principio de solidaridad social. La redistribución en la gestión de la riqueza, desde este punto de vista, actúa sobre la dimensión espiritual, ética y práctica (lo que hoy en día llamaríamos, fiscal).

La ayuda social en el islam está financiada esencialmente por la “zakat”, impuesta sobre la renta de todo musulmán. Defraudar con la zakat es un gran sacrilegio porque este deber constituye el cuarto de los cinco pilares del islam, después de la oración y del ayuno, y que precede al de la peregrinación a La Meca. En este sentido, la zakat no es simplemente una limosna, sino un deber que todo musulmán debe cumplir. Más allá de la zakat, se anima a los creyentes a comprometerse a gastos caritativos que en algunas confesiones, como la chiíta, pueden ampliarse con imposiciones adicionales equivalentes a un quinto del neto de la renta.

La organización de esta ayuda se hace necesaria porque los importes son enormes y requiere una organización práctica de la redistribución. En efecto, la dimensión fiscal de la ayuda está ilustrada en varias surats que organizan estos gastos, especificando los grupos objetivo y asignando incluso salario para los distribuidores de la ayuda.

Las surats pueden ser también específicas cuando definen grupos que pueden beneficiarse de la ayuda según sus condiciones económicas o sociales, yendo desde los más desfavorecidos hasta los endeudados. Para estos ocho grupos objetivo, la ayuda se adquiere conforme a derecho y no como un acto de caridad. Los receptores de ayuda están así definidos según su relación con el donante (por la caridad), yendo desde el más próximo hasta el simple deambulante que se ve pasar. Este último podría ser hoy un extranjero, cuya situación necesitada se descubre a través de los medios de comunicación o de las redes de información disponibles. Sería necesario, en este punto,

una lectura actual –y en otros ámbitos del análisis islámico- para extender el campo de acción de la caridad más allá del ámbito geográfico local.

Asimismo, el hadith del Profeta, define las necesidades esenciales de los grupos objetivo que deben ser satisfechas y que son: comida, vestido y alojamiento, necesidades que encuentran eco en la jerga actual del Desarrollo bajo el título de “Meeting Basic Needs Policy”, que ha orientado la política de las organizaciones internacionales durante más de dos decenios. Esta perspectiva está presente también en la Encíclica, que subraya que combatir el hambre es una condición ineludible para establecer la paz y la justicia.

En la misma utilización de la terminología del desarrollo actual, el islam habla de “capital humano”, subrayando esencialmente la importancia de la educación, de la salud y de la higiene.

La educación está en el centro del islam. La primera surat revelada en el islam empieza por la orden: “Lee”, que el buen Dios da a su profeta analfabeto. Esta orden se repite varias veces en los diferentes ayats (versículos) de esta surat, reconocida como una de las más bellas del Corán. Por este motivo, la educación era obligatoria en el islam naciente.

En cuanto al trabajo, es reconocido como un derecho y un deber al mismo tiempo, para que el individuo se desarrolle y progrese, y con el objeto de que la sociedad no sufra los problemas de pobreza, de mendicidad y de robo. Al mismo tiempo, el islam impone un límite a la explotación en el ámbito del trabajo, reconociendo las distintas capacidades de cada uno. Así, desde los primeros días del Estado musulmán, se asignó el papel de “controlador-juez” a un hombre de confianza que tenía como tarea observar la evolución del trabajo para asegurarse que los individuos e incluso los animales, no sean explotados.

Asimismo, el islam reconoce el derecho a la propiedad privada, claramente en varias surats. Efectivamente, una de las razones principales de las discordancias entre Nasser y los Hermanos Musulmanes era la amplitud de las nacionalizaciones que quería aplicar el presidente egipcio y que los Hermanos Musulmanes consideraban demasiado severas y en confrontación con el espíritu del Corán. La propiedad privada en el islam puede cubrir los bienes personales así como los bienes productivos, pero no puede englobar los recursos naturales como el agua, el fuego (la energía en el contexto contemporáneo), que deben pertenecer a la comunidad, al igual que las rentas de la zakat.

El islam acepta el derecho al lucro, pero se opone a todo gasto desmedido, porque la profunda desigualdad social que se manifiesta en un consumo desenfrenado, está mal vista.

Las bases teológicas esenciales del islam le permiten estar de acuerdo con las ideas de desarrollo, de ayuda y de caridad que se presentan en la Encíclica. No

obstante, el problema con los enfoques religiosos se encuentra en las interpretaciones. Una *rama* actual del islam, denominado integrista, defiende posturas regresivas en lo que respecta a la educación y a los programas de enseñanza. Para esta *rama* del islam, las mujeres son excluidas del desarrollo, cuando esta religión había modificado su estatuto reconociéndoles derechos a menudo denegados en el pasado. Recordemos que en los primeros días del surgimiento del islam, las mujeres ocupaban funciones, eran activas; Khadija, la primera esposa del profeta, gran comerciante, nos ofrece un ejemplo elocuente. Participan en las guerras y algunas eran autoridades literarias eminentes (Sukaina, en poesía). En este terreno, una lectura contemporánea abierta del Corán debería subrayar el hecho de que el islam ha dotado a la mujer de su época de derechos que no tenía. Por ejemplo, ha prohibido el infanticidio femenino, ha concedido un derecho de herencia y exige su aprobación en los contratos matrimoniales. Era por tanto, un movimiento revolucionario al que no se deberíamos oponernos apoyándonos en pretextos integristas. Se trata de captar toda la envergadura dinámica y renovar su impulso, con objeto de esclarecer el mundo musulmán contemporáneo. Por otra parte, el texto hace un llamamiento a nuestra generosidad ante todos los que se encuentran en necesidad, y éstos nos son forzosamente musulmanes. Por tanto, no se trata de hacer partícipes exclusivamente a nuestros iguales en religión, tal como pretende este movimiento integrista.

Las distintas lecturas de la religión pueden ser utilizadas en contextos políticos y económicos. No olvidemos que durante la Guerra Fría la corriente integrista musulmana estaba financiada y fuertemente sostenida por los gobiernos occidentales, para contrarrestar las corrientes de izquierda.

Otro enfoque peligroso consiste en creerse superior a los otros, lo que provoca olas de reacción que acentúan la separación y que arrastran a menudo choques y discrepancias violentas.

El muro que se construye desde hace tanto tiempo entre Oriente y Occidente ilustra este clima en que elementos de cada lado declaran querer proteger su campo contra ese *otro* pretendido elemento de peligro para la seguridad (por no decir para la cultura), o ese *otro* percibido como invasor. Un lado, considerado “superior”, dotado de poder económico y tecnológico, asociado implícitamente a su identidad religiosa, se posiciona contra el *otro*, que se considera víctima y que se arma del derecho divino pretendidamente otorgado por su religión. El muro se refuerza a base de los prejuicios de una parte y de otra. Así, vemos en Occidente un empuje xenófobo, disfrazado o no, instigado por hombres políticos que antes de los plazos electorales alimentan sistemáticamente el miedo hacia el *otro*. Mientras que en Oriente, siempre por razones políticas, se permiten prácticas despóticas en nombre del combate contra la “arrogancia occidental”. Así, motivaciones políticas y económicas ahondan este hiato desde hace siglos.

Por supuesto, este contexto está en fuerte contradicción con la Carta Encíclica, para la cual una superioridad tecnológica no es signo de una superioridad cultural. La Carta estipula que a través de la conjunción del amor y de la verdad se realiza el proyecto Divino. La caridad, para la Carta, comprende bastante más que la observancia

de la justicia civil limitada a una sociedad particular. La Carta se preocupa de la Humanidad cualquiera que sea su pertenencia espacio-temporal, y esto en el respeto de los valores éticos.

Los términos de “respeto del otro”, de “confianza en sí” y de percepción de la diferencia entran cada vez más en la teoría y en el análisis económico contemporáneo. La experiencia vivida en 2003 por el Banco Mundial, en la India, es muy sugerente en este contexto. En este continente caracterizado por severas distinciones entre castas, niños de distintos orígenes se distribuyen en grupos para llevar a cabo juegos y tests. Esta experiencia se desarrolló en dos tiempos. En el primero, los niños no sabían a qué castas pertenecían los otros, y en el segundo, sí. Los resultados son sorprendentes. En el primer momento, los resultados son similares para los dos grupos, mientras que en el segundo, son mejores para las castas consideradas superiores y malas para las llamadas castas inferiores, desgraciadamente, aparentemente abocadas al fracaso.

Lo que vale para un grupo de jóvenes, puede valer también para las naciones. Los *apriori* que alimentan las relaciones entre donantes (superiores) y destinatarios (inferiores), que son reforzados por relaciones históricas y económicas, a menudo tienen como consecuencia que la ayuda concedida a los países pobres se convierte en un obstáculo para su desarrollo.

El ejemplo africano es muy revelador en este contexto. Durante décadas, incluso siglos, el colonialismo se ha nutrido de los recursos del continente negro. Ciertamente de recursos minerales, pero también de recursos humanos a través de la esclavitud, que ha privado a África de lo mejor de su capital humano y de la oportunidad de acumular y de desarrollarse. Asimismo, el colonialismo, no ha permitido que África desarrollara su autogobierno, ni sus propias instituciones. Las fronteras entre Estados se diseñaban arbitrariamente. Las redes comerciales eran estructuradas por los colonizadores para extraer riqueza africana a través de términos de intercambio desigual. El drenaje de los recursos africanos se efectúa también por medio de la venta de armas a estos países y la desgracia está prolongada por el apoyo de las antiguas fuerzas colonizadoras a regímenes que no han ayudado a la prosperidad económica de África. Las relaciones culturales mismas, financiadas por los Estados dominantes, miran a objetivos estratégicos y económicos y a menudo hunden a la élite africana en el mismo sistema de dependencia. La ayuda internacional concedida al continente, por otro lado, aunque a menudo bienintencionada, no arregla el problema sino que con frecuencia lo amplía, sometiendo el continente a un sistema de dependencia y de acostumbramiento nefasto. La ayuda humanitaria contenida e insuficiente tiene un aspecto humillante para África y empuja a ciertos regímenes africanos a ansiar los desastres humanos para asegurar las rentas necesarias para la supervivencia del régimen. Incluso para los regímenes no corruptos, la ayuda internacional no gastada en proyectos productivos alimenta la inflación y puede reducir la eficacia de las instituciones. ¿Es casualidad que un país como Botswana, históricamente poco expuesto a la ayuda internacional, es uno de los países que manifiesta mejores resultados económicos y estructurales de su continente? África espera una “verdadera” ayuda “ética” y justa, que le proporcione los medios para consolidar sus propias capacidades económicas. Esta ayuda no requiere necesariamente inyecciones de fondos

sino, a veces, cambios en los términos de los intercambios comerciales. Cada vez está más aceptado y demandado por diversas organizaciones no gubernamentales que el abandono del proteccionismo de los productos agrícolas por parte de los países ricos tendrá repercusiones económicas sobre los países pobres, sobre todo en África, superando de lejos el valor económico de la ayuda concedida actualmente. Esto constituiría no obstante una pérdida de ganancia para el 4% de la fuerza activa que trabaja en la agricultura, en los países ricos, en beneficio de más del 60% de la fuerza de trabajo, que se encuentra en los países africanos... ¡por tanto es imposible de realizar!

Las palabras de la Carta Encíclica sobre los temas de migración, de cambios demográficos, de crisis financieras, son de gran realismo. La lógica de la que parte la problemática y se deducen soluciones asimilando los principios de justicia, ética y economía, constituye una voz vibrante en la nueva fase que vivimos y armoniza con los esfuerzos de numerosos economistas y politólogos contemporáneos como: Sen (capacidades y desarrollo), Dasgupta (salud y productividad), Roemer (igualdad de oportunidades), Dany Rodrik (gobiernos, salarios y democracia), Stiglitz (organizaciones internacionales y desarrollo), Paul Krugman, etc. Durante más de tres décadas la corriente política dominante ha desatendido las cuestiones de ética y de justicia, en beneficio de un concepto erróneo de eficacia y de racionalidad que se suponían en los actores económicos, concepto que desgraciadamente se ha demostrado desastroso (como ha mostrado la crisis financiero-económica reciente) y no sostenible desde el punto de vista ecológico. Un ejemplo patente de este punto de vista es el de las islas Maldivas, que durante años acogían a turistas de los países ricos, sobre todo vecinos. Estas islas, por el efecto invernadero causado por la contaminación producida por las actividades de los Estados económicamente desarrollados, van a ser sumergidas dentro de casi dos décadas, así como el 40% del territorio de Bangladesh, y otras regiones del mundo. Los responsables de las Maldivas creyeron actuar bien al constituir un fondo financiado por sus ingresos turísticos para poder comprar terrenos en los espacios desiertos de los países vecinos, pero estas gestiones fueron rechazadas por los países de los mismos turistas que durante años alababan la hospitalidad del pueblo de las Maldivas.

Los conceptos reveladores de la Carta Encíclica permiten una representación lógica y moral, racional y espiritual de los problemas asociados al desarrollo. El concepto clave presentado por este texto sigue siendo, me parece, el hermanamiento entre justicia y eficacia económica. Resulta fácil sostener, desde un punto de vista económico, que justicia y eficacia económica van a la par. En efecto, una de las hipótesis esenciales del libre mercado (perfect market), es que los actores económicos compiten en igualdad de condiciones. Así, prejuicios, barreras, discriminación, obstáculos contra la concesión de créditos y contra el acceso a la información y a la tecnología deben ser excluidos para que haya competencia, y que los recursos económicos sean bien empleados. Podemos ser considerados iguales en el plano jurídico, pero no ser libres de nuestras opciones, ya que la pobreza y la falta de capacidad económica encierra al ser humano en situaciones abyectas. Proveer a los vulnerables de medios económicos se percibe cada vez más como la vía fundamental del desarrollo.

Permítanme en este punto de la presentación hablar de una experiencia de desarrollo que yo vivo en el Líbano. La Asociación de Ayuda al Desarrollo Rural (ADR) actúa en el ambiente libanés fragmentado, donde los muros del miedo y de la desconfianza contra *el otro* se han edificado a través del tiempo, y donde la ayuda mutua se efectúa sobre todo a un nivel confesional. Las ONG locales se ocupan sobre todo de ayuda humanitaria, probablemente, por la sangrienta historia del país y el perfil de la ayuda extranjera durante más de tres décadas, en un ambiente de fuerte concentración de riqueza, de desequilibrio regional y de un papel gubernamental con frecuencia nefasto, corrupto y alentador del cisma confesional. ADR nació en 1998 en el sur del país, en un contexto en que las asociaciones locales trabajan generalmente sobre una base confesional. La Asociación, queriendo actuar en los medios más marginados, apuntó desde el comienzo hacia los pescadores, los refugiados palestinos y los granjeros de todas las confesiones. Aunque el perfil de ADR no pueda, en el contexto libanés, definirse como perteneciente a la confesión cristiana, sus primeros proyectos han estado destinados a los habitantes del barrio cristiano de la ciudad. Asimismo, las herramientas de intervención son esencialmente económicas, en la medida en que otorgan a los beneficiarios el acceso al crédito, la formación técnica y la formación en los servicios agrícolas. Recientemente, ADR ha podido salir de su ámbito geográfico, esencialmente chiíta, para trabajar en regiones típicamente maronitas, en el centro y en el norte del país. La experiencia no se habría extendido tan rápidamente si no se hubiera concentrado en el aumento de las capacidades económicas de los marginados y si no hubiera contado con las islas de eficacia dispersas en el país a través de la interacción de los actores de un lado y otro del “muro libanés” -Iglesia greco-católica, universidades, sector financiero libanés, etc.- y a través de la interacción con los socios al otro lado del muro occidental, en particular la “Fundación Promoción Social de la Cultura”, organizadora de este acto.

La experiencia de ADR ha sido y es vivida actualmente a través de otras experiencias, en otros países que sufren una fragmentación étnica o confesional. La puesta en marcha de tales experiencias en este terreno minado por la separación mundial, desgraciadamente no es tarea fácil. La labor parece más complicada en el Oriente Próximo que en otras regiones, y la separación, de apariencia religiosa, parece ahondarse continuamente. La responsabilidad de los actores que rechazan esta separación es enorme y parece difícil de asumir. Debemos mantener el esfuerzo de excluir a la Iglesia y la religión de las connotaciones arrogantes o partisanas que quieren darle ciertos políticos, tratando de presentarse como defensores de la cultura contra la invasión bárbara o, lo que es más grave, para enviar a sus ejércitos a guerras más allá de sus fronteras. Las responsabilidades *del otro lado* del muro no son menores, en un contexto en que el integrismo gana terreno ante un despotismo gubernamental envejecido y una alimentación continua de los sentimientos de frustración ante las injusticias, y de humillación causada por las represiones locales, las ocupaciones del territorio o las invasiones militares. A pesar de este contexto, las fuerzas que rechazan la situación deberían actuar para disociar emancipación e integrismo. Un esfuerzo intelectual, filosófico y teológico valiente debe ser prioritario para subrayar el aspecto humano, liberador y compasivo del islam, basándose en la interpretación moderna y denunciando una lectura estereotipada del texto que contribuye a la desgracia del mundo árabe como hizo en el pasado para el mundo cristiano.

Es primordial que las partes respectivas traten de mirar hacia fuera, a fin de abrir brechas en el muro, con objeto de liberarse de los yugos medievales en los que se hunde nuestro mundo. Me parece que la Carta Encíclica es un excelente comienzo para una tarea laboriosa y arriesgada, pero tan necesaria y saludable.

Youssef El-Khalil

Presidente dell'Associazione d'Aide au Développement Rural (ADR)

“La carità e la ragione generano giustizia ed efficacia economica”

Voglio ringraziare innanzitutto gli organizzatori de questo evento per l'esperienza spirituale ed intellettuale che ho avuto al leggere l'enciclica del Santo Padre “Caritas in Veritate”.

Questa mi ha permesso di scoprire un cristianesimo umano, profondo e aperto, oltre a capire la sua visione della verità, afferrando i problemi contemporanei e cercando di risolverli.

Questa lettura ha costituito un appello molto toccante per me, che sono un modesto economista di sviluppo, in quanto ho già perso l'approccio razionale –in quanto umano– del problema della mondializzazione e della povertà, passando a quelli della demografia e dell'ambiente.

In altre parole l'importanza di questa esperienza parte dal fatto che mi ha portato a cercare nel Corano ed in altre letture islamiche per presentarmi a questo evento.

Scelta fatta non per cercare di provare una superiorità di una religione sull'altra, pero con l'obiettivo di ritrovare lo spirito umano di questa enciclica.

Nella lettera enciclica, secondo quanto ho capito, uno potrebbe riprendere la questione dello sviluppo umano e uno potrebbe applicarlo senza accettare i due principi dell'amore della verità e della carità.

Quindi per stabilire la pace e fare regnare la giustizia, ci fa aderire al progetto divino tale come è incarnato nella persona di Cristo.

Senza la verità (il progetto), e senza la ragione associata al verbo (il logos), i nostri atti oscillano nel sentimentalismo e non hanno più la portata universale, questi non sono più intelligibili da tutti. Se uno si assoggetta unicamente a una spinta del

cuore, la nostra attuazione si fa arbitraria. E necessario aderire alla verità assoluta, che associa il cuore e la ragione.

Nella congiunzione dell'amore e della verità si svolge il progetto Divino trasformandosi in "creatore" capace di perdonare gli altri, e a donarsi senza attendersi contropartite.

La spinta della carità ricopre così molto di più che l'osservanza della giustizia civile limitata a una società particolare. Noi ci trasformiamo nella sorgente di tutta l'umanità, in qualsiasi appartenenza spazio-temporale.

Sarebbe interessante a questo punto di chiedere sull'Islam, per quanto riguarda i concetti di giustizia e di carità.

Come l'Islam concilia la sua politica di aiuto verso i poveri? Attraverso quali istituzioni? D'accordo o parallelamente alle autorità politiche? Concede aiuto ai non mussulmani? Che parte dà al cuore e quale alla ragione o all'educazione, o al sapere?

Quale è la sua posizione nei confronti del guadagno, dei diritti dei lavoratori e delle disuguaglianze sociali?

Il concetto di giustizia è un concetto chiave ed essenziale nell'Islam. La giustizia è una qualità del Dio Supremo. Una delle qualità dei nomi di Ala è: Il Giusto. La giustizia nella bilancia tra il bene e il male, e il duo dovere in una testimonianza giusta non possono essere dissociate dalla teologia mussulmana. Di questo concetto parte il principio fondamentale della giustizia sociale che assicura una redistribuzione della ricchezza per adempiere ai bisogni sociali fondamentali.

La giustizia sociale a sua volta si trova fondamento in tre principi: quello della liberazione spirituale assoluta (liberazione della sottomissione e l'umiliazione per adempiere ai propri bisogni, il principio di uguaglianza assoluta tra i diritti, e il principio di solidarietà sociale. La redistribuzione di questo punto di vista interviene sulla dimensione spirituale, etica e pratica (quello che nei nostri giorni si chiamerebbe fiscale) nella gestione della ricchezza.

L'aiuto sociale nell'Islam è finanziato fondamentalmente dalla "Zakat", imposta sul reddito di ogni mussulmano. Frodare la "Zakat" è un grande sacrilegio visto che questo dovere è uno dei quattro pilastri dell'Islam, dopo la preghiera, il digiuno e precedente al pellegrinaggio alla Mecca.

In questo senso la Zakat non è soltanto un'elemosina, ma un dovere che ogni mussulmano deve adempiere.

Al di là della Zakat, i credenti sono incoraggiati a intraprendere spese caritative che possono essere aumentate per alcune confessioni di fede (come il 'chiisme') di imposizione addizionali equivalenti a un quinto della rendita netta.

Organizzare questo aiuto diviene necessario visto che queste somme sono colossali hanno bisogno di organizzazione pratica per la redistribuzione.

Infatti, la dimensione fiscale dell'aiuto è illustrato in diversi Sourates (*Capitoli del corano ndr*) che organizzano queste spese sociali specificando i gruppi designati e concedendo anche degli stipendi agli agenti che distribuiscono l'aiuto.

Gli Sourates possono essere molto specifici al definire i gruppi, potendo beneficiare con l'aiuto secondo le loro condizione economiche e sociali, dai più indigenti fino agli indebitati.

Per questi otto gruppi specifici, l'aiuto è acquisito secondo il diritto e non un atto caritatevole. I riceventi di aiuto sono quindi definiti secondo la loro relazione con il donante (per la carità) partendo da quelli più vicini fino a un semplice passante che esista.

Quest'ultimo potrebbe essere oggi un perfetto straniero nel quale si scopre una situazione di bisogno grazie alle informazioni dei media o dalle rassegne di informazione disponibili.

Una lettura moderna sarebbe necessaria qui ed in altri settori dell'analisi islamico, per allargare il campo di azione della carità al di là dell'ambito geografico locale.

Il Hadith del Profeta definisce, per di più, i bisogni essenziali che devono essere soddisfatti ai gruppi specifici e che sono il cibo, i vestiti e l'alloggio, bisogni che trovano eco nel gergo sviluppo dei nostri giorni con il titolo "Meeting Basic Needs Policy" che ha orientato la politica delle organizzazioni internazionali durante oltre due decenni.

Questo approccio è presentato anche nella Lettera Enciclica, la quale sottolinea che combattere la fame è una condizione ineluttabile per stabilire la pace e la giustizia. Con uno stesso utilizzo della terminologia sviluppo moderno, l'Islam si indirizza al "capitale umano" sottolineando essenzialmente l'importanza dell'educazione, della salute e dell'igiene.

L'educazione è al centro dell'islam. Il primo Sourate rivelato nell'islam comincia per l'ordine: "Legga" che il Buono Dio dà al suo profeta analfabeta.

Questo ordine è ripetuto diverse volte nei differenti Ayates (versetti) di questo Sourate riconosciuto come uno dei più belli del Corano. L'istruzione per questo fatto è stato obbligatorio nel Islam nascente.

Per quanto riguarda il lavoro, questo è riconosciuto come un diritto e un dovere allo stesso tempo, in modo che l'individuo si realizzi e progressi e in modo che la società non ne soffra di problemi di povertà, di mendicizia, di furti. Allo stesso tempo,

l'Islam impone un limite allo sfruttamento nel settore lavorativo riconoscendo le diverse capacità di ciascuno.

Così dai primi giorni dello Stato musulmano è stato assegnato il ruolo di "controllore-giudice" a un uomo di fiducia che ha come obbligo quello di osservare la marcia del lavoro per assicurarsi che gli individui e anche le bestiole non siano sfruttate.

L'islam, anche, riconosce il diritto alla proprietà privata. Questo è chiaro in diversi sourates. Infatti, una tra le principali ragioni di discordia tra Nasser e i Fratelli mussulmani era la nazionalizzazione che voleva fare il presidente egiziano e che i Fratelli mussulmani trovavano troppo severo e in contraddizione con lo spirito del Corano. La proprietà privata nell'islam può coprire i beni personali come i beni produttivi, ma non può attingere le risorse naturali come l'acqua, il fuoco (l'energia nel contesto contemporaneo) che devono appartenere a tutta la comunità, come i redditi della Zakat.

Se l'islam accetta il diritto al profitto, lui si oppone a ogni spesa smisurata, visto che la disuguaglianza sociale che si manifesta in un consumismo sfrenato e percepito male.

L'islam afferra le basi teologiche essenziali che gli permettono di essere conforme alle idee di sviluppo, di aiuto e di carità come sono presentate nella Lettera enciclica.

Tuttavia, il problema con gli approcci religiosi risiede nelle interpretazioni. Una versione attuale dell'islam detto integralista difende delle posizioni regressive per quanto riguarda l'educazione ed i programmi insegnati. Così, le donne -secondo questa visione dell'islam- sono escluse dello sviluppo, mentre questa religione aveva modificato realmente il loro status riconoscendo loro dei diritti spesso negati nel passato. Ricordiamo che ai primi giorni della nascita dell'islam, le donne occupavano delle funzioni ed erano attive, Khadija, la prima sposa del Profeta, grande commerciante, ci offrì un esempio eloquente. Loro partecipavano alle guerre e certe erano delle autorità letterarie eminenti (Soukaina per la poesia).

In questo ambito, una lettura aperta contemporanea del Corano dovrebbe sottolineare il fatto che l'islam ha dotato la donna della sua epoca di diritti che non aveva. Ha, per esempio vietato l'infanticidio femminile, ha concesso un diritto di eredità e richiesto la sua approvazione per i contratti di matrimonio.

Era quindi un movimento rivoluzionario al quale non si dovrebbe resistere appoggiandosi su dei pretesti integralisti. Si tratta di afferrare tutta la portata dinamica e di rinnovare il suo slancio per illuminare il mondo musulmano contemporaneo.

Peraltro, il testo fa chiamata alla nostra generosità nei confronti tutti i bisognosi quindi non sono necessariamente musulmani. Non è allora questione di lasciare che si

approfittino esclusivamente quelli che ci assomigliano nella religione, come pretende questo movimento chiamatosi integralista.

Le letture differenti della religione possono essere utilizzata nei contesti politici ed economici. Non ci dimentichiamo che durante la guerra fredda, la corrente integralista musulmana fu finanziata e fortemente sostenuta dai governi occidentali per bloccare le correnti di sinistra.

Un altro approccio pericoloso consiste in considerarsi superiore agli altri. Questo provoca delle onde di reazioni che accentuano la separazione, provocando spesso degli scontri violenti.

Il muro che si costruisce dopo tanto tempo tra l'oriente e l'occidente illustra bene questo clima, nel quale elementi di ogni settore dichiarano voler proteggere il loro campo contro quell'altro supposto elemento di pericolo alla sicurezza, o addirittura culturale o quest'altro percepito come un invasore.

Una parte, considerata "superiore", dotata di un potere economico e tecnologico, associato implicitamente alla sua identità religiosa, si posiziona contro l'altra che si considera come una vittima e che si arma dal diritto divino pretendendo che sia stato accordato dalla sua religione.

Così, si vede in Occidente, una spinta xenofoba travestita o meno, che uomini politici istigano prima delle scadenze elettorali e che alimentano sistematicamente la paura dell'altro.

Allora in Oriente, e sempre per ragioni politiche, si permettono delle pratiche dispotiche nel nome del combattimento contro "l'arroganza occidentale".

E quindi le scommesse politiche ed economiche riesumano questi argomenti dopo molti secoli.

Questo contesto è sicuramente in forte contrasto con la enciclica, secondo la quale una superiorità tecnologica non è il segno di un'una superiorità culturale, la quale stipula che attraverso la congiunzione dell'amore e della verità, si realizza il progetto Divino.

La carità, per l'enciclica, ricopre molto di più della semplice osservanza della giustizia civile limitata ad una società particolare. Questa è la preoccupazione dell'umanità, qualsiasi sia la sua appartenenza spazio temporale, e questa, nel rispetto dei valori etici.

I termini "rispetto dell'altro", di "fiducia in se stesso" e di percezione della differenza entrano sempre di più nella teoria e nell'analisi economico contemporaneo.

L'esperienza gestita nel 2003 dalla Banca mondiale, in India, rimane molto suggestiva in questo contesto. In questo continente caratterizzato dai severi divisioni tra caste, dei bambini di origine diverso sono ripartiti in gruppi per fare dei giochi e dei test. Questa esperienza si svolge in due tempi. Al inizio i bambini non sanno a quali caste appartengono gli altri, poi, ne prendono conoscenza.

I risultati sono sbalorditivi. Nel primo tempo, le prestazioni sono similari per i differenti gruppi mentre nel secondo, sono migliori per le caste considerate come superiore e cattive per gli altri detti inferiori, purtroppo e verosimilmente condizionate all'insuccesso.

Ciò che succede con un gruppo di giovani può avvenire anche per le nazioni.

Le priorità che alimentano le relazioni tra donatori, (superiori), e destinatari, (inferiori) e che sono rinforzati dai rapporti storici ed economici hanno spesso per conseguenza che l'aiuto concesso ai paesi poveri diventa un ostacolo al loro sviluppo.

L'esempio africano è molto rivelatore in questo contesto. Durante decenni, a volte secoli, il colonialismo si è preso le risorse del continente nero. Risorse minerarie sicure, ma anche risorse umane attraverso la schiavitù che ha privato l'Africa del meglio del suo capitale umano e dell'opportunità di risparmiare e svilupparsi.

Attraverso lo stesso colonialismo, l'Africa non è stata autorizzata a sviluppare il suo autogoverno o a sviluppare le sue proprie istituzioni. Le frontiere tra gli Stati sono state definite arbitrariamente.

Le risorse commerciali sono state architettate dagli stessi colonizzatori per possedere nella ricchezze africane attraverso condizioni di scambio ineguali nel commercio internazionale.

Il drenaggio di risorse africane si svolge anche con la vendita di armi a questi paesi e il malessere s'è prolungato per l'appoggio delle antiche forze colonizzatrici ai regimi che non hanno aiutato alla prosperità economica dell'Africa.

I rapporti culturali, finanziati dagli Stati dominanti hanno obiettivi strategici ed economici e gettano spesso l'élite africana nello stesso sistema di dipendenza.

L'aiuto internazionale concesso al continente, sebbene spesso bene intenzionato, non risolve il problema ma lo amplifica, molte volte condizionando il continente a un sistema di dipendenza e di assuefazione nefasta. L'aiuto umanitario contenuto ed insufficiente ha un aspetto umiliante per l'Africa e spinge certi regimi africani a impiegare i disastri umanitari per assicurarsi delle rendite necessarie per la sopravvivenza del suo regime.

Anche per i governi non corrotti, l'aiuto internazionale non rivolto a progetti produttivi alimenta l'inflazione e può ridurre l'efficacia delle istituzioni.

Sarà per caso che un paese come la Botswana che storicamente ha ricevuto meno l'aiuto internazionale è un paese che manifesta migliori risultati economici e strutturali nel suo continente?

Un “vero” aiuto “etico” e giusto che aspetta ancora l'Africa è quello di avere dei mezzi per consolidare le sue proprie capacità economiche. Questo aiuto non richiede necessariamente delle iniezioni di fondi ma, talvolta, dei cambiamenti nei termini di scambi commerciali.

È sempre più condiviso e richiesto da diverse organizzazioni non governative l'abbandono del protezionismo agricolo da parte dei paesi ricchi, avrà delle ripercussioni economiche positive sui paesi poveri, soprattutto in Africa, superando da molto il valore economico dell'aiuto presentemente concesso.

Questo costituirebbe tuttavia un mancato guadagno per il 4% della forza attiva dei paesi ricchi che lavora nell'agricoltura a favore di più del 60% della forza lavoro dei paesi africani e quindi... l'impossibilità di farlo!

Poco più avanti l'enciclica e fortemente rivelatrice, giacché esige d'essere fedele al messaggio autentico della Chiesa operando per il bene dell'umanità. Questo si fa per quanto riguarda lo sviluppo economico.

Le proposte della Lettera Enciclica sui soggetti di migrazione, di cambiamenti demografici, di crisi finanziarie sono di un grande realismo. La logica a partire dalla quale è proposta la problematica e dalla quale sono dedotte le soluzioni proposte assimilando giustizia, etica e economia, costituisce una voce vibrante nella nuova fase che viviamo e è in sintonia con gli sforzi forniti dalle menti di economisti e politologi contemporanei come Sen (capacità e sviluppo), Dasgupta (sanità e produttività), Roemer (uguaglianza di opportunità), Dany Rodrik (governi, salari e democrazia), Stiglitz (organizzazioni internazionali e sviluppo), Paul Krugman, etc.

Per oltre tre decenni, la corrente politica ed economica dominante non ha trattato le questioni di etica, giustizia a beneficio di un concetto erroneo di efficacia e razionalità, supposte degli attori economici, che purtroppo si è rivelato disastroso come ha dimostrato la crisi finanziaria economica recente e insostenibile dal punto di vista ecologico.

Un esempio pregnante di questo punto di vista resta quello delle isole Maldive che negli anni hanno accolto turisti dai paesi ricchi, soprattutto dai vicini. Queste isole, a causa dell'effetto serra causato dall'inquinamento prodotto dalle attività degli stati economicamente sviluppati, saranno sommerse nei prossimi due decenni come il quaranta per cento del territorio del Bangladesh e di altre regioni del mondo.

I responsabili delle Maldive hanno pensato di agire costituendo un fondo finanziato dalle entrate turistiche per poter comprare dei terreni negli spazi desertici

dei paesi vicini, questa trovata è però stata rifiutata dai paesi di quegli stessi turisti che per lunghi anni si sono avvantaggiati dell'ospitalità del popolo delle Maldive.

I concetti rivelatori della Lettera Enciclica permettono una rappresentazione logica e morale, razionale e spirituale dei problemi associati allo sviluppo.

Il concetto chiave presentato da questo testo resta, secondo me, il gemellaggio tra giustizia e efficacia economica. Si può facilmente sostenere da un punto di vista economico che giustizia e efficacia economica vanno insieme. In effetti, una delle ipotesi essenziali del libero mercato (mercato perfetto) è che gli attori economici si confrontano in termini uguali.

Invece, pregiudizi, barriere, discriminazioni, ostacoli alla concessione di crediti, l'accesso all'informazione e la tecnologia devono essere esclusi perché la concorrenza abbia luogo e perché le risorse economiche siano impiegate nel modo giusto.

Possiamo essere considerati uguali sul piano giuridico senza per questo essere liberi nelle nostre scelte, la povertà e la mancanza di opportunità economiche imprigionano l'essere umano in situazioni abiette. Fornire ai vulnerabili i mezzi economici e sempre più sentita come la via principale per lo sviluppo.

Permettetemi a questo punto della presentazione di parlare di una esperienza di sviluppo che ho vissuto in Libano. L'Association d'Aide au Developpement Rural, ADR, agisce nell'ambiente libanese frammentato dove i muri di paura e sfiducia contro l'Altro sono costruiti attraverso il tempo e dove l'aiuto reciproco si effettua soprattutto a livello confessionale.

Le ONG locali si occupano soprattutto dell'aiuto umanitario, essendo questo dovuto probabilmente alla storia insanguinata del paese e al profilo dell'aiuto straniero al paese per circa tre decenni, in un ambiente di concentrazione della ricchezza accresciuta, di squilibrio regionale, e del ruolo governativo spesso nefasto, corrotto, incoraggiante lo scisma confessionale.

L'ADR è nata nel 1998 nel sud del paese, in un contesto in cui le associazioni locali operano generalmente su una base confessionale. Volendo chiaramente agire negli ambienti più marginalizzati, l'Associazione ha avuto dall'inizio come obiettivo i pescatori, i rifugiati palestinesi e i contadini di tutte le confessioni. Anche se il profilo dell'ADR nel contesto libanese non può essere definita come appartenente alla confessione cristiana, i suoi primi progetti sono stati essenzialmente stati rivolti agli abitanti dei quartieri cristiani del paese. Anche, i mezzi di intervento sono essenzialmente economici in quanto concedono ai beneficiari l'accesso al credito, la formazione tecnica e la formazione nei servizi agricoli. Recentemente, l'ADR è potuta uscire dalla sua zona geografica essenzialmente sciita per operare nella regione tipicamente maronita nel centro e nel nord del paese.

L'esperienza non si sarebbe estesa così velocemente se non fosse stata concentrata sull'aumento delle capacità economiche degli emarginati e se non avesse contato sulle isole di efficienza disperse nel paese attraverso un'interazione degli attori da un lato e dall'altro del muro libanese Chiesa-Greca-Cattolica, Università, settore finanziario libanese etc. e attraverso l'interazione con i partner al di là del muro occidentale di cui soprattutto la Fundación Promoción de la Cultura, organizzatrice di questo evento.

L'esperienza dell'ADR è stata ed è attualmente vissuta attraverso altre esperienze in altri paesi sofferenti di una frammentazione etnica o confessionale.

La realizzazione di tali esperienze sul terreno minato da una frattura mondiale, purtroppo non è evidente. Il compito sembra essere più complicato in Medio Oriente che in altre regioni e la frattura -apparentemente religiosa- sembra accentuarsi costantemente.

Le responsabilità degli attori che non accettano questa frattura sono enormi e sembrano difficili da assumere. Sono necessari sforzi considerevoli per preservare la Chiesa e la religione dall'immagine arrogante e partigiana che alcuni politici vogliono attribuirle presentandosi come i difensori della cultura contro l'invasione barbara, o peggio ancora, a fronte di un loro impegno armato in guerre oltre frontiera.

Le responsabilità dall'altra parte del muro non sono pertanto meno evidenti, in un contesto dove l'integralismo guadagna terreno di fronte ad un dispotismo governativo radicato, e ad una continua alimentazione di sentimenti di frustrazione davanti alle ingiustizie e alle umiliazioni causate dalle repressioni locali, le occupazioni territoriali o le invasioni militari.

Malgrado questo contesto, le forze in campo che rifiutano tale situazione dovrebbero adoperarsi per distinguere tra emancipazione e integralismo.

Priorità va data ad un coraggioso sforzo intellettuale, filosofico e teologico per sottolineare l'aspetto umano, compassionevole e liberale dell'Islam sulla base di una sua interpretazione moderna, e della denuncia di una interpretazione rigida del testo che contribuisce ad aumentare le sofferenze del mondo arabo, così come ha contribuito a quelle del mondo cristiano nel passato.

E' di fondamentale importanza che i partiti coinvolti si adoperino a prendere le giuste distanze al fine di creare delle brecce nel Muro e di liberare il nostro mondo dai retaggi medievali in cui è invischiato.

Credo che la Lettera Enciclica sia un inizio eccellente per questo compito così laborioso e rischioso ma anche necessario e salutare.